



LES AINÉS DU cdH Visio conférence « Quelle santé pour demain » 26/11/2020

André BOSLY, président des Aînés situe ce 3^{ème} atelier dans le cadre des activités des aînés du cdH et de la démarche « Il Fera beau demain ».

Yves VAN HOUTE rappelle les différents principes qui régissent notre système de santé en Belgique : la solidarité, l'accessibilité (financière et géographique), la pérennité et la qualité des soins. Il souligne aussi l'importance de la participation des patients et de la multidisciplinarité. Le financement des soins de santé a connu au cours des dernières années de nombreux coups sombres. Il précise que deux tiers du financement des soins de santé sont assurés par les cotisations des travailleurs et des employeurs, ce qui justifie qu'ils aient leur mot à dire dans la gestion de ce secteur social. En outre la quote-part des patients devient de plus en plus importante : elle atteint 25% et cette charge trop élevée pour certains engendre un report des soins. Autres points d'attention : la santé mentale, parent pauvre, la prévention, en partie déléguée aux régions, l'importance de la première ligne de soins (médecin généraliste, personnel soignant, etc.)

André BOSLY accueille ensuite la Professeure Leila Belkhir, infectiologue aux Cliniques universitaires Saint Luc à Woluwe)

Leila BELKHIR témoigne que lors de la 1^{ère} vague on ne savait pas à quoi s'attendre, que la situation était compliquée et effrayante, mais il y avait une émulation positive entre tous les acteurs, qui se sentaient en plus portés par les encouragements des citoyens. Elle précise la nature de son travail lors de la deuxième vague de l'épidémie et relève la fatigue importante des soignants, les difficultés de reformer des équipes et la diminution de l'appui des citoyens, voire une certaine agressivité. Elle ajoute que les crises nous apprennent des choses positives et nous ont permis de rencontrer des personnes qui se sont révélées remarquables ; les échanges avec le monde extérieur se sont aussi révélés très riches.

Lors du débat, la professeure s'est interrogée sur l'opportunité de lier trop étroitement le financement des hôpitaux à l'acte, ce qui risque de pousser à la consommation. Il y a en outre trop peu d'infirmiers et d'infirmières et de personnel soignant et il est indispensable de revaloriser ces métiers. Elle regrette aussi notre lasagne institutionnelle : la santé est une et les décisions doivent être centralisées. En matière de prévention, l'information de base

est nettement insuffisante et trop axée sur le curatif. Un soutien psychologique des patients est indispensable pour limiter les risques liés à la santé mentale. En ce qui concerne les vaccins, il faut se réjouir des énormes progrès enregistrés, mais il faudra bien informer la population sur les types de vaccin, sur l'ampleur des tests réalisés, de sorte à la rassurer, puisqu'à ce jour on n'a pas constaté de conséquences négatives majeures.

Jean-Jacques VISEUR ancien ministre et actuel président de ENEO est accueilli par André BOSLY. Il relève que les soins de santé représentent plus de 32 milliards d'euros. Notre politique de santé doit relever plusieurs défis :

- La prévention : elle est l'avenir de la médecine, car elle prolonge la vie ; il existe des liens étroits entre la médecine préventive et la médecine curative ainsi qu'avec la recherche scientifique. Ces 3 secteurs sont aujourd'hui financés par 3 niveaux de pouvoir le fédéral, le régional et la communauté. Il est indispensable de créer une relation étroite entre les 3 aspects.
- Le financement des hôpitaux doit être reconsidéré, sous différents aspects :
 - il y a trop de lits en période normale mais trop peu de lits en cas de pandémie ; cette dualité de situation doit être appréhendée.
 - Nous sommes quasiment le seul pays dans lequel le patient peut accéder directement aux hôpitaux universitaires. IL faut certainement garantir une certaine proximité, mais il est aussi nécessaire de veiller à la spécialisation de certaines pathologies : c'est une question de qualité.
 - Le financement à l'acte technique (radiographie par exemple...) est encore trop important et ne favorise pas la rationalisation. Il faut privilégier le financement du trajet du patient.
 - Nos hôpitaux sont aujourd'hui invités à se regrouper sur une base géographique, alors qu'un regroupement sur la façon dont on envisage la santé serait sans doute plus opportun.
 - Le classement des hôpitaux du point de vue de la qualité des soins n'existe pas en Belgique ; il est essentiel de privilégier la qualité des soins, ce qui existe dans certains pays voisins.
 - Il y a trop peu d'infirmières dans les hôpitaux et la revalorisation financière de cette profession s'impose.
- Le coût des médicaments augmente trop vite, et sans ce coût, le budget des soins de santé est en équilibre. La pression des fabricants de médicaments sur les prix est trop forte, parce que la Belgique est un trop petit pays face aux puissantes firmes pharmaceutiques. Il faut donc négocier sur un plan européen les choix, l'agrément et les prix. Notre système de distribution des médicaments est aussi déficient et coûteux : conditionnements trop importants, manque de justification des prescriptions des spécialités. Et le plafond social du MAF (Maximum à facturer) reste trop élevé. Il résulte de tous ces facteurs que nombre de gens doivent renoncer à certains médicaments.
- Notre système de gestion des soins de santé est cogéré avec les partenaires sociaux ; il ne faudrait pas que la part croissante du financement alternatif mette en danger

leur rôle déterminant. De même le contact permanent entre médecins et mutuelle est un garant de la qualité de notre système.

A l'occasion du débat qui a suivi, les sujets suivants ont été abordés :

- Le rôle du médecin généraliste : il est essentiel et son coût est relativement faible dans le budget global. Les intervenants sont d'avis que le médecin généraliste est le mieux placé pour intégrer les spécificités physiques, physiologiques et psychiques de leurs patients.
- Les Maisons médicales assurent une réponse en cas d'urgence pour les patients et favorisent un échange riche entre confrères ; c'est certainement très intéressant pour les jeunes médecins.
- Le Dossier Médical Global est à recommander ; il renforce le rôle du médecin généraliste et assure une meilleure coordination entre tous les acteurs.
- En ce qui concerne les vaccins, il sera essentiel de bien informer la population sur les caractéristiques et d'éviter la cacophonie entre les experts ; nous disposerons de données solides sur les effets secondaires à court terme et les effets à moyen terme devront continuer à être évalués en permanence.
- Il y a trop de Ministres de la Santé dans notre organisation : il faut réorganiser dans un souci de meilleure efficacité
- IL est essentiel d'améliorer la situation dans les maisons de repos et les maisons de repos et de soin (MR et MRS). Il faut à la fois améliorer l'accompagnement médical et prévoir un minimum d'équipement médical, car il y a eu trop de décès dans des conditions horribles qui devront être évaluées par les commissions parlementaires. IL faut redonner confiance et cela passe par la fixation de normes de gestion plus exigeantes sur le plan médical.

Dans sa conclusion, André Bosly a relevé quelques aspects importants abordés lors du débat :

- solidarité, accessibilité, pérennité et qualité des soins qui sont les piliers de notre système, participation des patients et multi disciplinarité des équipes soignantes ;
- le rôle essentiel de la prévention, son lien avec la recherche, l'importance d'une communication claire et l'appui de psychologues dans le cadre de la santé mentale ;
- la gestion des médicaments qui doit être davantage confiée à l'Europe
- L'importance de financer davantage le trajet de soins et de prendre en compte l'apport humain des hôpitaux associatifs

André BOSLY insiste encore sur la revalorisation des infirmières et infirmiers et sur la spécificité de leur métier : elles ne peuvent être remplacées dans leur tâche de soignante. Il termine en relevant que notre système de santé est bon, mais devra être amélioré lorsqu'on se rend compte du nombre de décès très élevé enregistré lors des deux vagues de la pandémie.